

Document: EB 2008/95/R.43
Point de l'ordre du jour: 12 e)
Date: 18 novembre 2008
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrir pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

**Rapport du Président concernant une
proposition de don au titre du
guichet-pays spécifique à la Fondation
internationale des peuples du
Pacifique Sud pour le**

**Programme d'intégration des
innovations en matière de
développement rural dans le Pacifique
– Phase II**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quinzième session
Rome, 15-17 décembre 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Ronald Hartman

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2184
courriel: r.hartman@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexe	
Programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique – Phase II	3
Appendice	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	1

Sigles et acronymes

FAC	Fonds d'appui aux communautés
FIPS	Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud
MORDI	Intégration des innovations en matière de développement rural

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud pour le programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique – Phase II, telle qu'elle figure au paragraphe 6.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud pour le programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique – Phase II

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud d'un montant de 1,5 million d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud (FIPS).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport: programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique – Phase II.
3. Les objectifs et la teneur du programme considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2003 sont les suivants:
 - a) promouvoir des travaux de recherche utiles aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact au niveau du terrain; et/ou
 - b) renforcer les capacités utiles aux pauvres des institutions partenaires, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
5. Le don proposé dans le présent document s'inscrit dans les objectifs stratégiques énoncés dans le Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, dont l'objectif général est de donner aux ruraux pauvres, hommes et femmes des pays en développement, les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Plus particulièrement, il contribuera à la réalisation des objectifs stratégiques concernant la sécurité alimentaire des ménages dans les régions reculées et les zones agro-écologiques marginalisées; les technologies fondées sur les systèmes de savoirs traditionnels locaux/autochtones, adaptées aux sexospécificités et de nature à renforcer et à diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité en exploitation et hors exploitation et en s'attaquant aux entraves à la production; la gestion durable et productive des ressources naturelles, qu'il s'agisse de leur utilisation ou de leur conservation; un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif; et la consolidation de réseaux destinés à la collecte et à la diffusion de savoirs utiles aux pauvres.

Deuxième partie – Recommandation

6. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique – Phase II, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique – Phase II

I. Contexte

1. Conformément à l'exposé des options et stratégies d'intervention pour la sous-région établi par le FIDA pour les pays insulaires du Pacifique, le programme d'intégration des innovations en matière de développement rural (MORDI) dans le Pacifique a été approuvé par le Conseil d'administration en 2004, sous la forme d'un programme de six ans à conduire en deux phases distinctes. Le Conseil d'administration a donné son aval à un financement par don de 2 millions d'USD pour la première phase, au titre de laquelle un accord entre le FIDA et la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud (FIPS) a été signé en mai 2005. L'exécution du programme a débuté aux Fidji au milieu de l'année 2006, puis à Kiribati et aux Tonga en 2007.
2. La décision d'appuyer une seconde phase dépendait d'un examen à mi-parcours de la mise en œuvre du programme et de son impact sur le groupe cible. Cet examen a eu lieu en avril 2008, débouchant sur la recommandation au FIDA d'envisager le financement de la seconde phase du programme pour une période supplémentaire de deux ans.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. De nombreuses communautés des îles du Pacifique, en particulier celles qui vivent dans des zones reculées, sont confrontées à une érosion progressive de la cohésion sociale en raison d'une gouvernance qui reste faible et d'une incapacité à fournir des services de base, ainsi que d'un affaiblissement graduel des structures qui garantissent traditionnellement des «filets de sécurité» aux individus et familles vulnérables. Cette érosion affecte d'abord et surtout les femmes et les jeunes, car ces groupes sont les moins résistants aux chocs et aux difficultés. En outre, les gouvernements et les autres prestataires de services échouent constamment à répondre aux besoins sociaux et économiques légitimes des communautés rurales isolées. Les ruraux pauvres sont généralement exclus des processus d'élaboration des politiques officielles et ne reçoivent pas une part équitable des ressources publiques consacrées au développement.
4. Depuis quelque temps, les pays insulaires du Pacifique connaissent une hausse des prix alimentaires associée à des coûts plus élevés pour le carburant et le transport. Comme ils importent l'essentiel de leurs denrées alimentaires, ces pays sont vulnérables à l'augmentation des cours mondiaux des produits alimentaires, ce qui influe considérablement sur la balance des paiements et sur le pouvoir d'achat de la population. Les membres les plus pauvres de la société sont ceux qui ressentent le plus durement la hausse actuelle, étant donné qu'ils consacrent une part importante de leur revenu à la nourriture. Ces personnes vivent pour la plupart en milieu rural.
5. La sous-région du Pacifique est reconnue par les partenaires de développement comme un environnement d'intervention extrêmement exigeant. Par conséquent, l'idée d'apporter aux communautés rurales reculées un financement pour le développement, suivant des priorités hiérarchisées dans le cadre de plans appuyés par un facilitateur communautaire, est à la fois opportune et novatrice. Les donateurs, frustrés par l'inefficacité gouvernementale et le défaut de viabilité constatés dans les activités passées, considèrent le modèle MORDI avec intérêt, y voyant une solution fonctionnelle qu'ils approuvent.
6. Le programme proposé s'inscrit dans le droit fil des objectifs stratégiques du Fonds qui consistent à accroître les revenus et à améliorer la sécurité alimentaire des communautés rurales les plus pauvres des îles du Pacifique. Il prévoit d'y parvenir:

en se concentrant sur la sécurité alimentaire locale et sur les technologies qui s'inspirent des savoirs locaux/autochtones traditionnels; en encourageant une gestion durable et productive des ressources naturelles; en aidant les communautés et leurs organisations à s'engager plus résolument dans l'élaboration des politiques et dans les processus de planification, les marchés et les services d'appui externe; et en consolidant les réseaux de création et d'échange de connaissances en faveur des pauvres.

III. Le programme proposé

7. Le principal objectif du programme est d'améliorer les moyens d'existence des communautés vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, dans les zones reculées des pays insulaires du Pacifique. Cette seconde phase portera sur un plus grand nombre de communautés aux Fidji, à Kiribati et aux Tonga, et les activités s'étendront désormais aussi aux Îles Salomon. Grâce à l'approche fondée sur le développement durable adoptée lors de la première phase, le programme sera en mesure de quitter les Fidji et les Tonga d'ici à la fin de l'année 2010.
8. La seconde phase du programme comprendra quatre composantes:
 - **Autonomisation communautaire.** L'objectif est de renforcer les capacités institutionnelles des communautés et organisations communautaires cibles, en particulier celles concernant les jeunes et les femmes. À cette fin, le programme MORDI recrute et forme des facilitateurs communautaires pour constituer une interface opérationnelle entre lui et les communautés cibles.
 - **Autonomisation économique.** L'objectif est de remédier au manque d'accès des communautés rurales aux possibilités d'emploi, aux services financiers, aux marchés et aux technologies et informations pertinentes. Le programme MORDI créera un fonds d'appui communautaire distinct dans chaque pays participant afin d'apporter une aide financière à des activités désignées par des villages cibles et des groupes communautaires au sein de ces villages. Le fonds se compose de: i) la catégorie I: projets communautaires; et de ii) la catégorie II: projets économiques (visant généralement des individus ou groupes d'individus).
 - **Apprentissage, partage et application à plus grande échelle.** Cette composante a pour but de remédier aux contraintes ayant trait à l'information et aux politiques qui handicapent les communautés et organisations communautaires dans les zones reculées: i) en consignait et partageant les meilleures pratiques et les innovations; et ii) en recensant les questions de politique générale clés, et en aidant les communautés et organisations communautaires à entretenir un contact plus étroit avec les politiques, les processus de planification, les marchés et les services d'appui externe. Les enseignements tirés de la phase I soulignent la nécessité d'un système de suivi et d'évaluation simplifié, assorti de cadres clairement définis pour la collecte et l'analyse de données.
 - **Gestion du programme.** La coordination régionale du programme sera assurée par la FIPS, qui sera elle-même guidée par le comité consultatif du programme. Les structures présentes à l'échelle nationale varient d'un pays à l'autre. Chaque pays partenaire est conseillé par un comité consultatif national, sous la direction générale de la FIPS. La gestion du programme vise à refléter les traits essentiels de l'approche MORDI: i) appropriation large à tous les niveaux; ii) partenariat associatif de multiples parties prenantes; iii) mise en œuvre par l'intermédiaire d'organisations de la société civile; iv) souplesse programmatique afin de permettre aux structures et processus nationaux de répondre à diverses situations spécifiques dans la sous-région; et v) ancrage local du choix des politiques et de la fourniture des services d'appui technique et financier.

9. Les grands enseignements tirés de la première phase du programme sont pris en compte dans la seconde. Ils se résument comme suit.
- Le concept MORDI est valable et reste très pertinent.
 - Le coût, en termes de ressources financières et humaines, d'une participation effective des communautés à la planification, à l'exécution et à l'évaluation de projets de développement rural dans le Pacifique est élevé et doit être dûment prévu dans les budgets programmatiques au moment de la conception.
 - Il faut un contrôle des coûts et une gestion financière plus efficaces aux niveaux régional et national.
 - Le comité consultatif du programme doit être plus actif et exercer une surveillance indépendante.
 - Une formation adéquate et un investissement en cours d'exécution sont des conditions préalables à une planification et une exécution concrètes et constructives à l'échelle des communautés.
 - Il convient de prendre davantage en considération les différences entre les sexes durant les processus de planification.
 - Des systèmes efficaces de suivi et d'évaluation doivent être mis au point dès le départ et intégrés aux processus de planification et d'exécution.

IV. Résultats et avantages escomptés

10. Les résultats et avantages suivants sont escomptés:
- les organisations communautaires existantes – qui incluent des groupes de jeunes et de femmes et d'autres institutions communautaires locales – seront renforcées;
 - il y aura davantage de possibilités d'emploi et de subsistance dans les communautés ciblées, en particulier pour les jeunes et les femmes;
 - des mécanismes et des outils efficaces et viables seront en place pour la consignation et le partage des enseignements tirés des meilleures pratiques et des innovations; et
 - des processus efficaces et viables seront créés qui permettront aux communautés rurales isolées de participer aux processus nationaux de planification et d'élaboration des politiques.

V. Modalités d'exécution

11. La FIPS sera l'organisme d'exécution chargé de la coordination générale du programme. Les grandes orientations seront données par un comité de pilotage du programme établi au niveau régional, qui sera composé d'ONG faitières dans la région, d'organisations régionales et de représentants du secteur privé. Des conseils consultatifs nationaux seront créés dans chaque pays. La gestion et l'exécution courantes seront décentralisées au niveau des pays. Les structures de gestion du programme seront spécifiquement adaptées au pays où elles opèrent. Le bureau de programme de chaque pays aura pour mission, entre autres: i) d'établir et de gérer un fonds MORDI; et ii) de fournir des services d'appui communautaire par le biais d'accords de partenariat avec des ONG et d'autres prestataires, ainsi qu'en collaboration avec le personnel de terrain des organismes publics concernés. Les responsables de pays nommés par la FIPS devront assurer une gestion financière transparente, s'occuper des passations de marché, réaliser des audits en temps voulu et se charger de l'information financière en ce qui concerne les activités des bureaux de programme de pays respectifs. Plus généralement, la FIPS assurera la coordination voulue, maintiendra un niveau adapté de spécifications comptables, procédera à la consolidation des comptes et aux contrôles financiers,

et veillera à la présentation opportune de rapports d'information financière et d'audit pour le programme.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

12. Le programme suivra une approche axée sur la demande, ce qui permettra des ajustements pour s'adapter aux situations et besoins particuliers des divers pays insulaires du Pacifique. À l'origine, le programme MORDI a été approuvé pour six ans, le FIDA y contribuant à hauteur de 5,6 millions d'USD. Sur la base de l'expérience et des résultats de la phase I, il a été revu pour comprendre une période supplémentaire de deux ans. Il est proposé que le FIDA finance la seconde phase, sous la forme d'un don au titre du guichet-pays spécifique d'un montant de 1,5 million d'USD. Une décision quant à la poursuite du programme à la faveur d'une troisième phase – de 2011 à 2014 – sera prise au vu d'un examen réalisé à la fin de la seconde pour évaluer la performance du programme et son impact sur le groupe cible.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>Total</i>
Salaires – région	73 300	73 300	146 600
Salaires – pays	112 500	98 100	210 600
Déplacements, indemnités de subsistance, communications	100 000	102 800	202 800
Formation, aide technique et ateliers	250 000	250 000	500 000
Fonds de développement communautaire	190 000	190 000	380 000
Coûts administratifs	30 000	30 000	60 000
Total	755 800	744 200	1 500 000

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators 1/	Means of verification	Risks
Goal	To improve livelihoods of vulnerable communities, especially youth & women, living in remote rural areas in Pacific Islands Countries, in line with the Millennium Development Goals	<ul style="list-style-type: none"> % Reduction in the percentage of people living below the poverty line % Increased enrolment rates in primary and secondary schools, by gender 	Secondary data such as Annual Statistics of relevant Government Agencies	<ul style="list-style-type: none"> National Governments not interested to cooperate and take leadership in the programme Regional and/or national level NGOs unable to work together Natural disasters occur
Objectives	<p>Component 1: Existing community-based organizations (CBOs) – including youth & women groups and other community institutions - strengthened</p> <p>Component 2: Employment and sustainable livelihood opportunities in targeted communities increased, especially for youth and women</p> <p>Component 3: Effective and sustainable mechanisms and tools in place for documentation and sharing of learning from best practices & innovations across the region</p> <p>Component 4: Effective and sustainable processes established that enable remote rural communities to link with national policy & planning processes</p>	<ul style="list-style-type: none"> No CBOs operational/functional after three years support was received % increase in average HH income in targeted areas % increase in youth employment rates No of HHs that have diversified their income sources No CBOs adopting at least one innovation promoted by the project No policy proposals approved No communities receiving services of partners NGOs and services providers No of beneficiaries 	<ul style="list-style-type: none"> MORDI Annual Outcome Monitoring Exercise (including PME and annual surveys) Reports and data from income-generating supporting service delivery agents Participants satisfaction surveys Case studies Employment statistics from local authorities Participants satisfaction surveys 	<ul style="list-style-type: none"> Poor quality of basic services provided to the communities Communities, especially women and youth, not interested Poor quality of livelihood support services provided Agencies refuse to share information Poor quality of NGO and other partners' documentation Governments reluctant to consider policy recommendations;
Outputs	<p>Component 1</p> <ul style="list-style-type: none"> Participatory needs assessments conducted in targeted communities, and baseline community data established Community Development Plans prepared Local governments, NGOs networks, and private services providers contacted and involved in supporting the implementation of the Community Development Plans <p>Component 2</p> <ul style="list-style-type: none"> CBOs trained in preparing investment plans and proposals for submission to MORDI Fund CBO investment plans prepared and submitted CBOs contributions for implementation of investment plans committed <p>Component 3</p> <ul style="list-style-type: none"> Relevant pro-poor innovations and best practices identified and documented Documentation and information material shared among partners NGOs and CBOs Pilots and field trials of innovations and best practices conducted to assess adaptability to targeted communities Partner NGOs and CBOs supported to adopt and replicated best practices and innovations Policy proposals based upon bottom up feedback from NGOs and CBOs formulated and submitted <p>Component 4</p> <ul style="list-style-type: none"> National Programme Governance and Management Structure established in each country, including Multi-Stakeholder National Advisory Board, MORDI Country Office MORDI Fund established in each country Policy workshops held at the regional and country level Key Policy related issues identified using a bottom-up approach, assessed, and policy advises developed 	<ul style="list-style-type: none"> 70 rural communities assisted in 3 countries No of CBOs supported No of PRA conducted and baseline community data established in targeted communities No of community development plans established No of CBOs involved in capacity building activities for economic empowerment No of CBOs members trained in economic empowerment by gender No of CBO investment plans submitted Amount of local contribution committed No and type of innovations identified and documented No of items of information and documentation material produced No of pilots/ field trials conducted No of CBOs supported to replicate best practices and innovations No of policy proposals submitted 4 countries with National Programme Governance and Management Structures established 8 country workplans prepared No of districts and communities selected in each country No of partner institutions engaged, by type No of policy reviews and workshops held in each country No of policy issues reviewed No of policy advices and recommendations submitted 	<ul style="list-style-type: none"> MORDI National Management Data Facilitation team field reports PRA needs assessment documents prepared Community Development Plans documents Community self assessment reports Reports and data from service delivery agents MORDI Funds Records CBOs financial records Reports and data from income-generating supporting service delivery agents Knowledge products produced NGOs/services providers' records and feedback Workshops, reviews, assessments, and exchange visits reports M&E data and reports 	<ul style="list-style-type: none"> NGOs/CBOs not present in remote communities in some countries Community leaders in selected districts unwilling to cooperate Poor and most vulnerable community members unable to actively participated in PRA Women & youth not sufficiently literate & numerate to be able to prepare investment proposals Lack of banking infrastructure in remote communities Inherent limitations of remote areas in relation to communication, transport and market linkages; Limited range of skills of facilitators on some topics to be introduced NGOs unable to work effectively together Targeted communities see innovations seen as threat to traditional risk management strategies Lack of qualified community facilitators, especially women Stakeholders fail to reach consensus on policy submissions; Governments refuse to accept or act on policy submissions

1/ Performance Targets to be defined in annual planning workshops as a part of the Result Oriented AWPB process